

Résoudre le problème de plurilinguisme en Ouganda : une politique de planification linguistique mal partie

Dr Abubakar Kateregga

Université Nationale du Rwanda, Rwanda

ganafa2002@yahoo.co.uk



Synergies Afrique des Grands Lacs n° 2 - 2013
pp. 11 -20

Reçu le 02-10-12, accepté le 03-11-12

Résumé : Ce travail a pour objectif de décrire et d'analyser la situation de plurilinguisme en Ouganda. Dans ce pays, il existe plus de cinquante langues indigènes. En outre, d'autres langues étrangères comme l'anglais, le français, l'arabe et l'allemand ne manquent pas d'espace dans le domaine scolaire. Au sommet de l'échelle linguistique, l'anglais s'impose avec un statut dominant de langue officielle/langue de scolarisation. En bas de l'échelle sont les parlers indigènes, considérés par beaucoup d'autochtones comme symboles du sous-développement, de l'analphabétisme, de la vie traditionnelle et rurale. Toutefois, il se présente une situation bien énigmatique du kiswahili jusqu'ici non résolue par l'état. Comment se fait-il qu'un pays comme l'Ouganda peut reconnaître le kiswahili au statut de «langue nationale» alors que la majorité des Ougandais ne peuvent ni parler ni écrire couramment cette langue ? Le travail proposé s'inspire de l'expérience linguistique en Afrique du Sud, pays où on dénombre 80 langues, pour proposer quelques pistes de réponses quant à la problématique du plurilinguisme en Ouganda.

Mots-clés : multilinguisme ; politique linguistique ; langue nationale

Solving the problem of multilingualism in Uganda: a false start in Uganda's language planning policy

Abstract: This paper seeks to describe and analyze the state of multilingualism in Uganda. In this country, more than 50 indigenous languages are spoken. In addition, other foreign languages like English, French, Arabic and German are accorded some space in the field of education. At the top of the ladder is English which enjoys a dominant status. Yet, Uganda's indigenous languages are at the bottom of the linguistic ladder. The native languages are considered by many Ugandans as symbols of underdevelopment, illiteracy and rural life. On the other hand, Uganda faces a problem of Kiswahili which up to now remains unsolved. How come that Uganda where the majority of the population cannot fluently speak or write Kiswahili can decide to promote this language to become Uganda's "national language"? This paper uses the South African language experience, where more than 80 languages are used, to propose a few missing links to the problem of multilingualism in Uganda.

Key words: multilingualism; language policy; national language

Introduction

L'Ouganda est un pays anglophone situé en Afrique orientale. Selon le recensement national de la population mené en 2002, sa population a été estimée à 32,4 millions d'habitants, soit une densité de 85 habitants au kilomètre carré. Selon la constitution ougandaise, il existe plus de cinquante six langues indigènes ougandaises (langues et dialectes tous confondus). Toutefois, il convient de noter que décrire et analyser la situation linguistique en Ouganda n'est pas chose aisée compte tenu du fait que le pays est linguistiquement hétérogène. De plus, dans ce pays, très peu d'études ont été menées dans ce domaine. Les recherches existantes remontent à une époque relativement éloignée, de sorte que les derniers développements en la matière ne sont pas documentés. Selon, Calas (1998 : 21) ceci est dû à l'histoire troublée que le pays a connue dès l'indépendance jusqu'en 1979. Durant cette période, très peu de chercheurs ont osé mettre le pied sur le territoire ougandais, notamment pendant la dictature d'Idi Amin Dada. Les études sur la situation linguistique menées par Lagefoged (1971), par exemple, n'ont pas été mises à jour.

1. Analyse de la situation linguistique en Ouganda

Pour analyser la situation linguistique en Ouganda, nous avons choisi de suivre le dispositif établi par Vigner (1991) qui consiste à identifier les fonctions majeures assurées par toute langue pour montrer ensuite comment ces dernières sont distribuées à travers les différentes familles linguistiques en Ouganda. Enfin, nous précisons le rôle joué par chacune de ces langues dans les domaines socio-économique et politique du pays. En effet, ce dernier distingue trois fonctions qu'une langue peut assurer dans un pays : les fonctions grégaire, véhiculaire et institutionnelle.

1.1 La fonction grégaire

La fonction grégaire définit l'utilisation de la langue pour préserver l'expression de son identité au sein de la famille et/ou pour maintenir la solidarité à l'intérieur même d'un groupe ethnique. Les langues vernaculaires et les langues maternelles jouent ces deux rôles.

1.2 La fonction véhiculaire

La fonction véhiculaire définit l'utilisation de la langue par des locuteurs relevant de communautés linguistiques différenciées entre lesquelles il n'y a pas intercompréhension. Le terme de «*lingua franca*» est utilisé, notamment chez les anglo-saxons, pour qualifier la langue jouant ce rôle. En Ouganda, les langues jouant ce rôle sont le kiswahili, l'anglais et, à la limite, le luganda.

1.3 La fonction institutionnelle

La fonction institutionnelle définit l'utilisation d'une langue par l'Etat dans ses relations avec ses citoyens. Cette fonction s'applique également à l'utilisation de la langue comme langue de scolarisation. En Afrique, cette fonction a amené

à une classification linguistique à laquelle nous aurons l'occasion d'associer, plus tard, un certain nombre de langues en Ouganda : les langues officielles et véhiculaires. Les études linguistiques menées en Ouganda par Lagefoged (1971) estiment le nombre de langues ougandaises (langues et dialectes confondus) entre cinquante six¹ et soixante. Ces travaux ne nous font pas part du critère retenu pour distinguer entre «langue» et «dialecte».

C'est ainsi que dans la tentative de lever les ambiguïtés posées par l'emploi de ces deux termes, il est important de les définir, de prime abord. En nous inspirant de la définition proposée par Blackwell (1997 : 114) dans le « *Dictionary of Linguistics and Phonetics* » ainsi que celle de Baylon (1996), la langue est définie par le critère d'*intercompréhension mutuelle* assurée au sein des variétés dialectales : «les gens parlent des langues différentes s'il n'existe pas d'intercompréhension mutuelle entre eux» (Notre traduction). Quant à la notion de dialecte, Baylon (1996 : 114) la définit comme une « variété régionale d'une langue donnée marquée par des traits régionaux ou socioculturels [...], identifiée non seulement par des particularités au niveau de l'écrit par les mots et les structures grammaticales mais aussi par les traits de l'oral : prononciation et accent ». Blackwell (1997) cite l'exemple de deux dialectes de la langue chinoise : le mandarin et le cantonais qui assurent une intercompréhension mutuelle au niveau de leur forme écrite mais non au niveau de l'oral.

Cependant, le critère d'intercompréhension mutuelle entre les dialectes nous paraît insuffisant pour définir la notion de langue. Car, il existe des pays comme la Suède, la Norvège ou même le Danemark dont les langues assurent une intercompréhension mutuelle entre diverses communautés linguistiques alors qu'elles sont considérées comme des langues à part (*ibid.*). Dans cette perspective, d'autres critères entrent en jeu en définissant cette notion. Il peut s'agir de l'identité socioculturelle, des institutions politiques, du passé historique, etc. C'est sur cette même base que le kinyarwanda la langue unificatrice du Rwanda, après avoir fait l'objet d'une polémique dans le Parlement ougandais, a finalement été votée comme une langue également ougandaise². Auparavant, considérée par les ougandais comme une variété du kinyarwanda rwandais et donc un dialecte, le kinyarwanda ougandais s'est finalement fait reconnaître officiellement comme une langue ougandaise à part, et ce à partir de 1995.

Sous base de critère d'identité sociale et de passé historique, on peut corroborer les recherches qui estiment le nombre de langues ougandaises à une soixantaine. Car, les communautés ougandaises qui pratiquent des langues différentes, quelles que soient leurs similitudes, appartenaient à des cultures et institutions politiques très distinctes, notamment avant la colonisation du pays. Par ailleurs, compte tenu du deuxième critère d'intercompréhension mutuelle (Blackwell, 1997), nous dirons que l'Ouganda compte une dizaine de langues. Cela, d'autant plus que chacune des langues «principales», (selon le critère du nombre de locuteurs) comme le *luganda*, le *runyakitara*³ et le *luo*, assurent respectivement une intercompréhension mutuelle relativement importante à travers quasiment une dizaine de groupes dialectaux de familles bantoues et nilotiques existantes. Ce propos est corroboré par le fait que les discours

officiels du Président de la République ougandaise qu'il délivre en anglais sont généralement traduits et radiodiffusés en cinq langues vernaculaires principales (*kiswahili*, *runyakitara*⁴, *ateso*, *luo luganda*). A noter que contrairement à la famille nilotique qui est un regroupement ethnique culturellement hétérogène, le regroupement bantou est basé surtout sur des paramètres linguistiques. Ce que les membres de ce groupe ont en commun, c'est que linguistiquement ils utilisent le suffixe «*ou*» dans la désignation des «gens», des «personnes» ou des «peuples». D'où, l'origine du mot «*bantou*». Certes, il existe d'autres lexiques que les bantous partagent en commun mais en général l'intercompréhension entre certains groupes est possible même si pour d'autres, elle est quasiment impossible. En règle générale, trois grandes familles linguistiques et culturelles existent en Ouganda, c'est-à-dire les *bantoues*, les *luos* (nilotiques) et les *hamitiques*.

Les Bantous représentent les trois-quarts de la population ougandaise. Ils vivent dans la moitié sud du pays. En fait, la famille bantoue est aussi représentée dans d'autres pays africains comme le Rwanda, le Cameroun, le Congo, l'Afrique du Sud, la Tanzanie, la Zambie, etc. En Ouganda, les ethnies bantoues incluent les Bagandas, les Banyankores, les Banyoros, les Batoros et les Bagisus. De son côté, la famille nilotique s'articule autour des *luos* qui peuplent le Nord du pays. Il s'agit des Acholis, des Langis, des Lugbara, etc. Cette famille linguistique est également représentée au Kenya et en Tanzanie. La famille hamitique comprend des *Ateso* et des *Karamajongs*. Ces derniers ont des rapports parentaux avec les Masaïs du Kenya et de la Tanzanie. De ces grandes familles culturelles émergent les langues principales suivantes :

- le *luganda*⁵, la langue presque dominante dans le pays, qui est parlée et comprise par la moitié de la population. C'est la langue des habitants de la région centrale et du sud ;
- le *luo* est parlé dans la région du Nord ;
- le *runyakitara*, est la langue qui domine dans l'Ouest ;
- l'*ateso* et l'*akarimojong*, sont parlés dans la région de l'Est et dans le Nord-Est ;
- le *lugbara* est parlé par les habitants de la région Nord-Ouest.

1.4 Les langues véhiculaires

Les langues véhiculaires sont nées de la nécessité de trouver une solution au problème de l'intercommunication dans le cadre des échanges commerciaux et au niveau de déplacements. Il nous semble qu'en Ouganda, trois langues répondent à ce besoin : l'anglais, le *kiswahili* et le *luganda*. Il faut préciser que cette dernière est la seule langue vernaculaire indigène assurant cette fonction. En fait, c'est bien cette dernière que certains militants proposent pour occuper le statut de langue nationale étant entendu qu'elle est une langue indigène. Certaines communautés linguistiques ougandaises ont peur d'être marginalisées par le *luganda* tout en faisant allusion à l'expérience coloniale selon laquelle la colonisation britannique à travers le pays s'est appuyée sur les agents qui parlaient cette langue : *luganda*.

1.5 Les langues officielles

Dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est (Kenya, Ouganda, Tanzanie), le terme «langue officielle» désigne la langue que l'Etat utilise dans ses relations avec ses citoyens mais aussi pour communiquer avec le monde externe. En Ouganda, l'anglais et le kiswahili sont les deux langues officielles supposées assurer cette fonction mais, dans les faits, c'est l'anglais qui jouit de ce statut. En 1986, l'Assemblée ougandaise vota une loi selon laquelle le kiswahili allait se développer pour concurrencer l'anglais comme langue officielle et, avec le temps, comme langue nationale. Pour ce qui est du statut du kiswahili en 2012, bon nombre de gens pensent que rien de concret n'a été réalisé surtout dans le domaine de sa popularisation et son enseignement dans les écoles primaires et secondaires ainsi qu'à l'université.

1.6 La langue nationale

Dans certains pays d'Afrique, le terme «langue nationale» a plusieurs acceptions. Selon Vigner (1991), en Afrique noire francophone, l'ensemble des langues d'origine africaine dans un pays sont dites langues nationales. Or, dans les pays africains d'expression anglaise, ce terme réfère à une langue qui assure une fonction institutionnelle pour un pays donné. Une langue nationale en Ouganda doit, de ce fait, assurer la fonction unificatrice pour toute la population du pays. Cependant, pour que le kiswahili passe à ce statut, il faut que la majorité de la population puisse l'écrire et le parler couramment, ce qui n'est certes pas le cas actuellement. Il convient de noter que la constitution de la République ougandaise se préoccupe de la promotion de la langue officielle. Ce même document évite d'aborder la question de «langue nationale»:

«The official language of Uganda is English. [...] Subject to clause (1) of this article, any other language may be used as a medium of instruction in schools or other educational institutions or for legislative, administrative or judicial purposes as may be prescribed by law. » (*Traduction : la langue officielle de l'Ouganda est l'anglais [...] d'autres langues peuvent être utilisées comme langue d'enseignement dans les écoles [...] ou pour des raisons législatives, administratives ou judiciaires selon la loi*)⁶ (*The Constitution of the Republic of Uganda*, pp. 13.)

Le vide créé par l'absence de langue ougandaise assurant des fonctions «institutionnelle» et «véhiculaire» amène, pour le moment, l'anglais à assurer 'officieusement' ces rôles. Nous avons déjà signalé que le discours du Président de la République est prononcé en anglais, celle-ci également langue des médias et de l'administration. Les quotidiens les plus diffusés (*The Monitor*, *The New Vision*, etc.) sont rédigés en anglais. Les trois autres quotidiens en langues vernaculaires (*Bukedde*, *Orumuri* et *Etop*) sont des versions du même quotidien «*The New Vision*» publié en anglais. Même pour le journal de l'armée le '*Tarehe Sita*' qui ne garde qu'un titre souahéli, est rédigé, lui aussi en anglais. De fait, depuis l'indépendance du pays en 1962, il n'y a pas eu beaucoup d'ougandais pouvant s'exprimer, lire et écrire couramment en kiswahili pour des raisons que nous expliciterons plus tard. En ce qui concerne l'emploi de l'anglais, il est réservé à l'élite ougandaise vivant surtout dans les régions urbaines. Or,

plus de la moitié de la population vit à la campagne. Il s'agit d'une population non élitiste qui se sert des langues locales pour communiquer mais aussi pour réaliser des rôles et fonctions identitaires et culturels. En général, chaque communauté linguistique déjà mentionnée pratique sa langue indigène.

2. Les réformes linguistiques abordées dans le livre blanc (the 'Government White Paper on education')

A partir de 1989, l'Ouganda a connu diverses réformes au niveau de son système éducatif. Il s'agit de changements dont la réalisation est en cours. Suite au rapport baptisé «The Educational Policy Review Commission Report (EPRC)», on a élaboré un document officiel régissant la politique éducative du pays : le «Government White Paper on Education de 1992»⁷. Selon ce document, la politique proposée tient compte de l'hétérogénéité linguistique du pays. De ce point de vue, l'enfant de l'école maternelle/ primaire (*jusqu'à la 4^e année primaire*) est supposé suivre les cours en sa langue vernaculaire. Aussi faut-il qu'il apprenne l'anglais comme matière d'apprentissage. C'est qu'en principe, il est supposé apprendre le kiswahili à partir de la première année du primaire. Quand il passe au cycle secondaire, il peut, s'il le veut mais aussi si l'option est offerte dans son école, étudier l'une des langues suivantes : le français, l'allemand, l'arabe, etc. De toute façon, dans le «Livre Blanc», la question de l'enseignement des langues se précise ainsi :

« (a) *The language of instruction in rural schools will be the pupils' mother tongue from the first to the fourth year of primary school. Thereafter, from the fifth year up to the eighth year, English will be the language of instruction. (b) In urban schools, English will be the language of instruction in the entire primary cycle (c) Kiswahili and English will be taught as compulsory subjects in primary and secondary schools[...].(d) the teaching of foreign languages will be optional when the pupils join secondary school (e) Emphasis will be put on Kiswahili as a Ugandan language which is capable of uniting and mobilising all Ugandans towards social, economic and political development. (Traduction : (a) La langue d'enseignement dans les écoles rurales sera la langue maternelle des élèves, cela à partir de la première jusqu'à la quatrième année de l'école primaire. Par la suite, à partir de la cinquième année jusqu'à la huitième année, l'anglais sera la langue de scolarisation. (b) Dans les écoles urbaines, l'anglais sera la langue d'enseignement à travers tout le cycle du primaire (c) le kiswahili et l'anglais seront enseignés comme matières obligatoires à l'école primaire et au secondaire[...].(d) l'apprentissage des langues étrangères sera facultatif dès que les élèves passeront au secondaire.(e) L'accent sera mis sur le kiswahili en tant que langue ougandaise possédant la qualité d'unir et de mobiliser tous les ougandais vers le développement social, économique et politique ».* (Le Livre Blanc: pp. 19-20)

De plus, on précise dans le 'Uganda Government White Paper' l'importance du kiswahili par rapport aux autres langues :

«*Emphasis in terms of allocating time and in the provision of teaching materials and facilities will be [...] put on Kiswahili*» (The White Paper, p. 19) (Traduction : «*En ce qui concerne la répartition du temps, et la fourniture des matériaux pédagogiques, l'accent [...] sera mis au Kiswahili*»)

Tout cela montre que la promotion du kiswahili ne se fait pas pour des motivations nationales mais plutôt pour réaliser l'ambition régionale commune. Pour ce qui est des langues indigènes, aucun rapport n'est précisé dans le Livre Blanc concernant les langues indigènes et les fonctions pratiques qu'elles devraient viser : fonctions grégaire, véhiculaire et institutionnelle (identité sociale, rapports de solidarité, commerce, culture, etc.). Vingt-trois ans après la publication de ce document (le livre blanc), le bilan des langues indigènes ainsi que pour d'autres langues pratiquées en Ouganda reste toujours sombre. En général, les enseignants et les parents d'élèves se plaignent que les élèves maîtrisent mal le système (écrit/oral) de leurs langues maternelles. Pour ce qui est de l'apprentissage du kiswahili, celui-ci n'a pas pu aboutir non plus. Il n'y a concrètement pas d'écoles primaires où on enseigne cette langue faute d'enseignants et de matériels pédagogiques. A l'école maternelle, même si la politique de l'état préconise l'enseignement par l'intermédiaire des langues maternelles, les parents d'enfants, quant à eux, préfèrent que tout enseignement se fasse en anglais. Ils considèrent l'anglais comme une langue pouvant fournir des ouvertures vers le succès de leurs enfants, notamment les domaines de l'emploi, du commerce, de la politique, de l'éducation...

3. S'inspirer de l'expérience sud-africaine pour résoudre l'énigme linguistique

Après l'apartheid, l'état d'Afrique du Sud a cherché à remédier à la problématique des inégalités entre les langues utilisées sur son territoire. C'est ainsi que Webb (2002 a; b; et d) met en évidence les dispositions prises par l'état sud africain pour résoudre ce problème. D'abord le pays a mené une étude en la matière, ce qui a abouti à la réalisation de trois documents bien recherchés : (1) le projet sud africain de langues (*The South African Languages Bill*), (2) la constitution nationale et (3) la politique de planification stratégique de langues ; celle-ci a été mise au point dans le rapport LANGTAG de 1996. Selon ces documents, la mise en application du principe d'égalité fut prioritaire quant au traitement des langues choisies par l'état d'Afrique du Sud. En conséquence, 11 langues ont été retenues parmi les 80 langues du pays pour accomplir les 'fonctions officielles' du pays selon le critère de familles linguistiques. Il s'agit de quatre familles linguistiques, à savoir : (1) bantu/ nguni (2) sotho (3) venda et tsonga/ shangaan (4) afrikaans/ anglais. Sur la base de cette classification, une 'politique linguistique nationale intégrée' a été élaborée dans le pays pour ne retenir que 11 langues pour réaliser lesdites fonctions.

L'objectif de la politique linguistique sud-africaine est de (1) promouvoir la culture de tolérance linguistique entre les langues indigènes et l'anglais ; (2) modifier les représentations des gens vis-à-vis des langues indigènes ; (3) promouvoir la valeur économique de ces dernières (notamment en les transformant en instruments d'accès aux opportunités matérielles comme les chances d'emploi, et l'utilisation dans le domaine de la formation). De plus, la politique linguistique en Afrique du Sud vise à (4) soutenir le rôle des langues en tant qu'instruments des droits humains et d'identité sociale et culturelle. Enfin, la politique linguistique de l'Afrique du sud vise à (5) préserver la diversité ethnolinguistique du pays pour faire en sorte que les langues en

question soient utilisées de manière utilitaire au niveau national en tant que ressource de développement et de bien être national.

En tant que tel, l'état sud-africain s'atèle à renforcer la capacité des langues bantoues⁸ en ce qui concerne leur utilisation dans les instances de hautes fonctions. Il s'agit alors : (1) d'encourager l'emploi de ces langues dans les contextes de haute fonctions pour renforcer leur statut et prestige (la constitution du pays fait allusion à la parité) ; (2) d'encourager l'adaptation linguistique efficace afin d'accélérer et d'encourager leur standardisation, leur codification, leur technicisation, et leur enrichissement lexicographique ; (3) de renforcer la capacité des connaissances en ces langues en tant que langues secondes (L2) au sein des populations sud-africaines d'origines autres que noires, mais aussi (4) de renforcer la capacité des langues bantoues à travers des programmes d'alphabétisation et les programmes d'acquisition en langues maternelle faisant en sorte que tous les Sud-africains noirs puissent devenir maîtres de leur destin à travers leurs langues afin de concevoir, d'interpréter et de gérer le monde globalisé de manière compétitive.

4. Quelques pistes de réponses

Quant à l'Ouganda, si ce pays a réussi à identifier cinq grande familles linguistiques (*luganda, luo, runyakitara, ateso* et *akarimojong/ lugbara*), il n'est pas encore arrivé, pour autant, au stade de les classer toutes comme 'langues officielles' de peur que cela puisse produire des sentiments de marginalisation chez certaines communautés linguistiques. Il existe toujours des militants ougandais qui sont pour et contre le *luganda* comme choix préféré de langue nationale. A l'instar de l'Afrique du Sud, il faut renforcer la culture de tolérance linguistique entre les communautés linguistiques ougandaises. En Ouganda, les recherches dans le domaine linguistique sont généralement subordonnées aux études scientifiques si bien que les fonds consacrés à ce domaine restent très minimes. L'exemple sud-africain a montré que l'état doit consacrer des fonds pour réaliser des études dans ce domaine. En ce qui concerne les représentations des ougandais vis-à-vis des langues indigènes, on peut les qualifier de négatives. Les langues indigènes ne sont conçues ni comme instruments des droits humains ni comme outils d'identité culturelle ni comme facteurs d'union nationale ou de développement. La politique de planification linguistique en Ouganda ne vise pas à préserver l'ensemble de sa diversité ethnolinguistique. Au lieu de choisir des langues ougandaises pour jouer des rôles de hautes fonctions (éducation, commerce, emploi, administration, etc.), on ne se penche pratiquement que sur l'anglais et théoriquement sur le kiswahili pour y parvenir. Et pourtant, le kiswahili, langue « ougandaise » selon les documents officiels, est considéré par beaucoup d'ougandais comme une langue «étrangère». Par ailleurs, les langues indigènes ougandaises ne sont pas bien standardisées et leur codification laisse beaucoup à désirer. On ne les utilise pas pour médiatiser la connaissance et ce, contrairement à ce que propose le programme de réforme linguistique de l'Union africaine⁹ qui préconise une renaissance des langues africaines pour jouer un rôle grandissant dans le domaine de la recherche et de la publication, de la science et technologie, des programmes d'alphabétisation au niveau rural, mais aussi dans le domaine de la dissémination des connaissances et de l'information.

Conclusion

Au terme de cet article, on saurait dire que malgré l'engagement du pays pour la promotion des langues en Ouganda, les inégalités de terrain entre l'anglais et les autres langues pratiquées sur le territoire ne cessent de se manifester. Si l'Ouganda ne prend pas de dispositions urgentes de planification linguistiques, les langues ougandaises, le Kiswahili ainsi que les langues étrangères pratiquées risquent d'être menacées. Nous dirons que la bonne politique linguistique du pays doit d'abord tenir compte de la survie des «langues indigènes» à tout niveau (scolaire, culturel, recherche, publication...). Car, les langues indigènes offrent un ingrédient important sous base de laquelle les représentations socioculturelles des enfants peuvent être construites. Les élèves en ont besoin pour construire leur confiance de soi mais aussi pour forger l'esprit de créativité, utile dans les stratégies d'apprentissage dès leur très bas âge. L'Ouganda, ne peut-il pas alors s'inspirer de l'expérience sud africaine pour proposer une planification linguistique bâtie, non pas sur une seule langue mais plutôt sur plusieurs langues à l'échelle «officielle», pour combler la problématique déjà posée plus haut ? Cet article montre que le contenu des documents officiels et la pratique sur le terrain ne sont pas en phase. Pour cela, le projet linguistique en Ouganda mérite une attention particulière. L'État devrait lui consacrer un budget important pour lui donner plus d'intérêt. Il sied de souligner que les langues resteront la base de médiation de toute connaissance. Il faut donc les protéger, toutes, selon une stratégie de planification bien réfléchie.

Bibliographie

- Baylon, C. 1996. *Sociolinguistique : société, langue et discours*. Paris : Nathan.
- Blackwell, D. 1997. *Dictionary of Linguistics and Phonetics*, London: Crystal.
- Calas, B. 1998. *Kampala : La ville et la violence*, Paris : Karthala IFRA.
- Coppens, F. et Caplan, P. (1991). *Les Swahili entre Afrique et Arabie*, Paris : CRELU-Karthala.
- Fayol, M. 1997. *Des idées au texte*, Paris : PUF.
- Lagefoged, D. 1971. *Languages and Peoples of Uganda*, London : Oxford University Press.
- The Constitution of the Republic of Uganda. 1995. Kampala: Uganda Government Printers.
- Uganda Government White Paper. 1992. The Education Policy Review Commission Report Kampala: Government Printers.
- Vigner, G. 1991. « Ecole et choix linguistiques: le cas du Cameroun, Vers le plurilinguisme ? Ecole et politique linguistique ». In : *Le Français dans le monde, Numéro spécial*, février-mars, 1991.
- Webb, V.N. 2002a. Language policy in Post-apartheid South Africa. In: James W. Tollefson & Amy B.M. Tsui (Eds.). *Medium of Instruction Policies: Which Agenda? Whose Agenda*. Lawrence Erlbaum Associates.
- Webb, V.N. 2002b. *Language in South Africa. The role of language in transformation, reconstruction and development*. Amsterdam: Benjamins.

Webb, V.N. 2002d. "English as a Second Language in South Africa's Tertiary Institutions: A Case Study at the University of Pretoria". In *World Englishes*, Vol. 21 (1), 49-61.

Notes

¹ Voir aussi 'The Constitution of the Republic of Uganda (1995)': les ethnies indigènes de l'Ouganda, pp. 189-191 dans laquelle on situe les langues ougandaises à 56.

² Voir *The Constitution of the Republic of Uganda*, 1995, pp. 189-191 où le kinyarawanda est cité comme une langue ougandaise.

³ Selon le processus de planification linguistique en Ouganda, l'expression «runyakitara» fut créée à l'université de Makerere à partir des années 1980 pour entendre les langues/ou dialectes parlés dans l'ouest de l'Ouganda au sein desquels il existe une intercompréhension mutuelle. Il s'agit des langues/dialectes suivants : le *runyankore*, le *runyoro*, le *rukiga* et le *rutooro*. Ils ont tous le préfixe « ru », ce qui a poussé les experts en domaine linguistique de les qualifier de «langues RR». Un programme de leur enseignement à l'université et dans les écoles primaires et secondaires a été élaboré. Le Président actuel de la République ougandaise qui est originaire de cette région a lancé, dans les années 1990, une initiative pour élaborer un dictionnaire du *runyankore/runyakitara*, auparavant inexistant.

⁴ Il s'agit des langues suivantes : *runyankore-rukiga-runyoro-rutoro*. Elles connaissent une intercompréhension importante.

⁵ A ne pas confondre le luganda (prononcer le [luganda]) avec l'Ouganda, le pays. Le luganda est la langue des Baganda, les habitants du centre du pays. Il s'agit d'une ethnie Baganda (au singulier Muganda) qui constitue le royaume du Bouganda. (l'orthographe officiel est 'Buganda'). Pendant la colonisation, le royaume du Bouganda a collaboré avec les pouvoirs coloniaux par rapport aux autres royaumes (les royaumes du Toro, du Bounyoro, du Busoga, du Nkore, etc.) qui ont résisté leur administration. C'est sans doute la raison pour laquelle le nom du pays : « l'Ouganda » aurait été calqué sur leur royaume. Il existe actuellement certaines tendances qui associent l'ethnie Baganda et leur langue à la domination coloniale. Certains nationalistes ont voulu changer le nom du pays puisqu'il porte des connotations de l'ethnie Ganda.

⁶ «The official language of Uganda is English. [...] Subject to clause (1) of this article, any other language may be used as a medium of instruction in schools or other educational institutions or for legislative, administrative or judicial purposes as may be prescribed by law. »

⁷ Après l'indépendance politique du pays en 1962 jusqu'en 1989, le document qui guidait le système d'éducation en Ouganda fut le 'Castle Commission de 1963'. Pour la première fois, après 27 ans, l'Etat a décidé de réviser sa politique d'éducation. La première commission nommée pour réaliser cette tâche fut la «Education Policy Review Commission de 1978», soit la 'EPRC'. A cause de la guerre civile dans le pays, on ne mit pas ses propositions et stratégies en application. En 1987, le Ministre de l'Education nationale a nommé une autre 'EPRC'. C'est grâce aux recommandations de cette dernière que le rapport de 1989 fut publié. Il s'agit du rapport qui a abouti à l'élaboration d'un document officiel définissant la politique d'éducation du pays : The Government White Paper. Dans ce document, on précise les recommandations de la Commission EPRC, la position prise par l'Etat et les stratégies de sa mise en application.

⁸ Ce renforcement des capacités est conçu par rapport à l'anglais et l'afrikaans, les deux langues qui ont dominé, respectivement, toutes les sphères d'activité pendant l'apartheid.

⁹ Une communication présentée au cours de la conférence panafricaine de l'UA sur la "Publication des recherches scolaires et programmes scolaires", <http://www.africa-union.org>. Consulté le 17th juillet 2010.